Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - 434/1
- 11 JUIL 1949
Transmis à M. Coordination
Overgemaakt aan de H.

C.E. - R.S.
Entrée Binnen
1 JUIL 1949
No
COORD.

L. 434/1.

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale le 17 juin 1949 d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Régent pris en exécution de la loi de 1949 modifiant et complétant certaines dispositions de l'arrêté-loi du 25 février 1947 coordonnant et modifiant les lois sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés, a donné en sa séance du 22 juin 1949 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 17e Juni 1949 door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regent genomen in uitvoering van de wet van 1949 tot wijziging en aanvulling van sommige bepalingen van de besluitwet d.d. 25 Februari 1947 tot samenvoeging en wijziging van de wetten betreffende het pensioenstelsel voor de mijnwerkers en de er mee gelijkgestelden, heeft ter zitting van 22 Juni 1949 het volgend advies gegeven :

Le projet soumis a pour objet d'adapter l'arrêté du Régent du 15 octobre 1947 pris en exécution de l'arrêté-loi du 25 février 1947, coordonnant et modifiant la législation sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés, aux modifications que la loi du 28 mai 1949, non encore publiée, a apportées à cet arrêté-loi.

C'est ainsi notamment que les personnes visées par l'article 30 a) et b) de l'arrêté-loi, soit principalement les victimes d'accidents et les chômeurs involontaires, sont désormais autorisés en vertu de l'article 1er de la loi précitée, à effectuer des versements de régularisation lorsqu'ils atteignent l'âge légal de la retraite.

Il convient en conséquence de supprimer la disposition de l'alinéa 3 de l'article 21, D de l'arrêté du Régent du 15 octobre 1947 qui avait fixé pour ces personnes, le 1er janvier 1949, comme date limite des versements de régularisation.

L'article 65 de l'arrêté-loi réduisait à 50 % la fourniture de charbon accordée à un pensionné ou à une veuve bénéficiaire lorsqu'ils habitaient en commun avec un enfant recevant pareille fourniture dans un charbonnage.

La suppression de cette disposition par l'article 10 de la loi du 28 mai 1949 fait craindre au Gouvernement que ces personnes ne tombent dans la catégorie de celles qui par application de l'article 34 de l'arrêté du Régent du 15 octobre 1947 sont exclues du bénéfice de la fourniture de charbon. Telle est la préoccupation qui inspire la disposition de l'article 1er, b du projet.

D'autre part, l'arrêté projeté a également pour objet d'insérer dans l'arrêté du Régent du 15 octobre 1947, une disposition prise en exécution de l'article 73 de l'arrêté-loi du 25 février 1947 qui charge le Roi d'arrêter les modalités de la désignation des représentants des employeurs et des ouvriers au conseil supérieur d'arbitrage.

Le projet appelle les observations suivantes :

1.

L'arrêté doit être pris en exécution d'une loi non encore publiée quoique promulguée. Il convient donc de ne procéder à sa publication qu'après la publication de la loi ou en même temps que celle-ci.

2.

Le projet d'arrêté contient deux catégories de dispositions : d'une part celles qui font l'objet de l'article 1er et qui sont destinées à être insérées de façon permanente dans l'arrêté du Régent du 15 octobre 1947, d'autre part celle qui fait l'objet de l'article 2 et qui fixe simplement une modalité d'application non pas de l'arrêté-loi du 25 février 1947 mais uniquement de sa loi modificative du 28 mai 1949.

Le Conseil d'Etat propose dès lors de séparer ces deux catégories de dispositions et d'en faire l'objet d'arrêtés distincts.

3.

Il convient de remarquer que l'ensemble de l'article 34 de l'arrêté du Régent du 15 octobre 1947 n'apparaît pas comme une mesure d'exécution permise par l'article 64, A de l'arrêté-loi du 25 février 1947.

En effet, cette dernière disposition permet au Roi d'énoncer les règles suivant lesquelles le Fonds national de retraite des ouvriers mineurs assume la charge d'une fourniture de charbon aux catégories de personnes qu'elle détermine.

Il semble que cette disposition permet d'autant moins au Roi de prendre des dispositions restrictives et d'établir des conditions d'exclusion qu'elle est reprise sans grand changement, de l'article 55, 1° des lois coordonnées par l'arrêté royal du 25 août 1937 lequel prévoyait expressément des conditions d'exclusion, conditions qui n'ont pas été reprises dans l'article 64 de l'arrêté-loi du 25 février 1947.

Cet article 34 ne peut être légalement opposé aux bénéficiaires des lois précitées.

La modification proposée a tout au moins le mérite de réduire les conséquences de cette disposition illégale, mais elle devrait s'intercaler entre les alinéas 1 et 2 du 2° de l'article 34 et devrait être rédigée comme indiqué ci-après.

La veuve bénéficiaire n'étant pas prévue dans les cas d'exclusion du 2° il n'y a pas lieu d'en faire mention dans l'alinéa nouveau.

4.

Le Conseil d'Etat propose d'insérer la disposition nouvelle relative au conseil supérieur d'arbitrage entre les articles 60 et 61, sous le n° 60 bis et non pas comme second alinéa de l'article 62 avec lequel elle n'a aucun rapport.

5.

Le projet appelle en outre certaines modifications de forme et de présentation reprises dans les projets figurant ci-après :

PROJET nº 1

Arrêté du Régent modifiant l'arrêté du Régent du 15 octobre 1947 sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'arrêté-loi du 25 février 1947 coordonnant et modifiant les lois sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés, modifié par la loi du 28 mai 1949, notamment les articles 30 et 73;

Vu l'arrêté du Régent du 15 octobre 1947 pris en exécution de l'arrêté-loi du 25 février 1947 précité, modifié par les arrêtés du Régent du 23 avril et du 3 juin 1949;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er -

La disposition suivante est insérée dans l'article 34, 2° de l'arrêté du Régent du 15 octobre 1947, après les mots : "soit à charge d'un charbonnage" :

"Toutefois cette exclusion n'est pas appliquée lorsque la personne qui bénéficie ou est en droit de bénéficier d'une fourniture de charbon à charge d'un charbonnage est un enfant du pensionné".

./...

Article 2 -

Un article 60bis rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

"Article 60bis. Les membres du conseil supérieur d'arbitrage représentant les employeurs et les membres représentant les ouvriers sont désignés par le Ministre qui a la sécurité sociale des ouvriers mineurs dans ses attributions, de la manière prévue par l'article 3, A du présent arrêté pour la désignation des représentants des employeurs et des ouvriers au sein du conseil d'administration du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs.

Les mandats sont renouvelables.

Les conditions exigées des candidats par le susdit article 3, A sont également requises pour l'application du présent article".

Article 3 -

L'article 21, avant-dernier alinéa, du même arrêté est abrogé.

Article 4 -

Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1949.

Article 5 -

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE REGENT :

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

PROJET n°2

Arrêté du Régent fixant les modalités d'application de la loi du 28 mai 1949, relative au régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 28 mai 1949 modifiant et complétant les dispositions de l'arrêté-loi du 25 février 1947, modifié par l'arrêté du Régent du 31 mai 1948 relatif au régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés, notamment l'article 12;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er -

Pour bénéficier à partir du 1er janvier 1949 des avantages accordés aux ouvriers mineurs et assimilés par la loi du 28 mai 1949, les intéressés doivent introduire leur demande avant le 1er janvier 1950.

Article 2 -

Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1949.

Article 3 -

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE REGENT :

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

Het voorgestelde ontwerp strekt er toe het besluit van de Regent van 15 October 1947, genomen ter uitvoering van de besluitwet van 25 Februari 1947 tot samenvoeging en wijziging van de wetten betreffende het pensioenstelsel voor de mijnwerkers en de er mee gelijkgestelden, aan te passen aan de wijzigingen welke de nog niet bekendgemaakte wet van 28 Mei 1949 in deze besluitwet heeft aangebracht.

Zo zijn de in artikel 30 a) en b) van de besluitwet bedoelde personen, voornamelijk dus de slachtoffers van ongevallen en de onvrijwillige werklozen, krachtens artikel 1 van voornoemde wet, voortaan gemachtigd regularisatiestortingen te doen, wanneer zij de wettelijke pensioensleeftijd bereiken.

Bijgevolg dient men de bepaling van artikel 21, D, derde lid, van het besluit van de Regent van 15 October 1947, dat voor die personen 1 Januari 1949 als uiterste datum voor de regularisatiestortingen had gesteld, te schrappen.

Artikel 65 der besluitwet beperkte de bedeling van steenkolen aan een gepensionneerde of aan een gerechtigde weduwe tot 50 %, wanneer zij samenwoonden met een kind, dat zulk een bedeling ontving in een kolenmijn.

De regering vreest dat, doordat deze bepaling bij artikel 10 van de wet van 28 Mei 1949 is opgeheven, die personen onder de categorie zouden vallen van degenen die, bij toepassing van artikel 34 van het besluit van de Regent van 15 October 1947, uitgesloten zijn van het voordeel der steenkolenbedeling. Die bekommernis heeft het bepaalde bij artikel 1, b van het ontwerp ingegeven.

Het ontworpen besluit strekt er eveneens toe in het besluit van de Regent van 15 October 1947 een bepaling

.../...

in te voegen, genomen ter uitvoering van artikel 73 van de besluitwet van 25 Februari 1947, waarbij de Koning wordt gelast de wijze van aanstelling der werkgevers- en werkliedenvertegenwoordigers in de hoge scheidsrechterlijke raad te regelen.

Bij het ontwerp dient het volgende te worden opgemerkt:

1.

Het besluit moet genomen worden ter uitvoering van een nog niet bekendgemaakte, ofschoon reeds afgekondigde wet. De bekendmaking dient dus pas na de bekendmaking van de wet of tegelijkertijd er mede te gebeuren.

2.

Het ontwerp van besluit omvat twee categorieën van bepalingen: enerzijds die welke het voorwerp zijn van artikel 1 en welke men blijvend wil opnemen in het besluit van de Regent van 15 October 1947, anderzijds die welke het voorwerp is van artikel 2 en enkel een toepassingsmodaliteit vaststelt, niet van de besluitwet van 25 Februari 1947, maar alleen van de wet van 28 Mei 1949 die haar wijzigt.

Derhalve stelt de Raad van State voor die twee categorieën van bepalingen te scheiden en ze in afzonderlijke besluiten te behandelen.

3.

Op te merken is dat artikel 34 van het besluit van de Regent van 15 October 1947 in zijn geheel niet kan beschouwd worden als een uitvoeringsmaatregel, toegelaten bij artikel 64, A van de besluitwet van 25 Februari 1947.

.../...

Inderdaad, laatstgenoemde bepaling laat de Koning toe de regelen te stellen, volgens welke het Nationaal Pensioenfonds voor Mijnwerkers een steenkolenbedeling te zijnen laste neemt voor de categorieën van personen die zij vaststelt.

Die bepaling schijnt de Koning des te minder toe te laten beperkende maatregelen te nemen en uitsluitingsvoorwaarden te stellen, daar zij zonder merkelijke wijzigingen is overgenomen uit artikel 55, 1° van de bij koninklijk besluit van 25 Augustus 1937 samengeordende wetten. Dit besluit bepaalde uitdrukkelijk sommige uitsluitingsvoorwaarden, die niet zijn opgenomen in artikel 64 van de besluitwet van 25 Februari 1947.

Dat artikel 34 kan wettelijk niet tegen de gerechtigden van voornoemde wetten worden ingeroepen.

Dank zij de voorgestelde wijziging, worden de gevolgen van die onwettelijke bepaling op zijn minst beperkt, maar men zou ze tussen lid 1 en 2 van artikel 34, 2° moeten voegen en de tekst er van moeten opstellen zoals hieronder aangegeven.

Daar van de gerechtigde weduwe geen sprake is in de gevallen van uitsluiting onder 2°, moet men haar in het nieuwe lid niet vermelden.

4.

De Raad van State stelt voor de nieuwe bepaling inzake de hoge scheidsrechterlijke raad in te voegen tussen de artikelen 60 en 61, als nr 60 bis en niet als tweede lid van artikel 62, waarmede ze geenszins verband houdt.

5.

Voorts vraagt het ontwerp sommige wijzigingen in vorm en inkleding, die in de navolgende ontwerpen zijn verwerkt.

.../...

ONTWERP n° 1.

Besluit van de Regent tot wijziging van het besluit van de Regent van 15 October 1947 betreffende het pensioenstelsel voor de mijnwerkers en de er mede gelijkgestelden.

-=-=-=-=-=-=-=-

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de besluitwet van 25 Februari 1947 tot coördinatie en wijziging van de wetten betreffende het pensioenstelsel voor de mijnwerkers en de er mede gelijkgestelden, zoals zij werd gewijzigd bij de wet van 28 Mei 1949, namelijk op de artikelen 30 en 73;

Gelet op het besluit van de Regent van 15 October 1947, genomen ter uitvoering van voormelde besluitwet van 25 Februari 1947, zoals het is gewijzigd bij de besluiten van de Regent van 23 April en van 3 Juni 1949;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

De volgende bepaling wordt ingevoegd in artikel 34, 2° van het besluit van de Regent van 15 October 1947, na de woorden: "hetzij ten laste van een kolenmijn":

"Echter wordt deze uitsluiting niet toegepast wanneer de persoon die ten laste van een kolenmijn een steenkolenbedeling geniet of recht heeft te genieten, een kind is van de gepensionneerde".

.../...

Artikel 2.-

Een artikel 60 bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd:

"Artikel 60bis. De leden van de hoge scheidsrechterlijke raad die de werkgevers, en de leden die de werklieden vertegenwoordigen worden aangewezen door de Minister tot wiens bevoegdheid de maatschappelijke zekerheid der mijnwerkers behoort, op de wijze bepaald bij artikel 3, A van dit besluit voor de aanwijzing van de vertegenwoordigers der werkgevers en werklieden bij de raad van beheer van het Nationaal Pensioenfonds voor Mijnwerkers.

De mandaten kunnen hernieuwd worden.

De voorwaarden bij voornoemd artikel 3, A vereist, van de candidaten zijn het eveneens voor de toepassing van dit artikel".

Artikel 3.-

Artikel 21, voorlaatste lid, van hetzelfde besluit is opgeheven.

Artikel 4.-

Dit besluit treedt 1 Januari 1949 in werking.

Artikel 5.-

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VANWEGE DE REGENT :

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

- -

.../...

ONTWERP n° 2.

Besluit van de Regent tot vaststelling van de toepassingsmodaliteiten van de wet van 28 Mei 1949, betreffende het pensioenstelsel der mijnwerkers en de er mede gelijkgestelden.

=-=-=-=-=-=-=-=-=-

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 28 Mei 1949 tot wijziging en aanvulling van de bepalingen van de besluitwet van 25 Februari 1947, zoals deze is gewijzigd bij het besluit van de Regent van 31 Mei 1948 betreffende het pensioenstelsel voor de mijnwerkers en de er mede gelijkgestelden, namelijk op artikel 12;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

a Om van 1 Januari 1949 af de voordelen te genieten, die bij de wet van 28 Mei 1949 aan de mijnwerkers en de er mede gelijkgestelden worden verleend, moeten de belanghebbenden hun aanvraag vóór 1 Januari 1950 indienen.

Artikel 2.-

Dit besluit treedt 1 Januari 1949 in werking.

Artikel 3.-

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de
VANWEGE DE REGENT :
De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

Etaient présents :		Waren aanwezig :
Messieurs :	J.SUETENS, président du Conseil d'Etat,	président
De Heren :	voorzitter van de Raad van State,	voorzitter
	V.DEVAUX,	conseillers d'Etat
	M.SOMERHAUSEN,	raadsheren van State
	J.VAUTHIER,	assesseurs de la section de législation
	J.VAN HOUTTE,	bijzitters van de afdeling wetgeving
	G.PIQUET, greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS, président.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS, voorzitter.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,